

LES ÉTATS-UNIS, L'ALLEMAGNE, LE CANADA, ISRAËL ET LE ROYAUME-UNI LANCENT L'« OPÉRATION JÉRICO »

# Obama rate son coup d'État au Venezuela

par *Thierry Meyssan*

Une nouvelle fois, l'administration Obama a tenté de changer par la force un régime politique qui lui résiste. Le 12 février, un avion d'Academi (ex-Blackwater) maquillé en aéronef de l'armée vénézuélienne devait bombarder le palais présidentiel et tuer le président Nicolas Maduro. Les comploteurs avaient prévu de placer au pouvoir l'ex-députée María Corina Machado et de la faire immédiatement acclamer par d'anciens présidents latino-américains.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 23 FÉVRIER 2015

ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS DEUTSCH TÜRKÇE فارسی РУССКИЙ



**Le président Obama avec son conseiller pour l'Amérique latine, Ricardo Zuñiga, et la conseillère nationale de sécurité, Susan Rice.**

© Maison-Blanche

**L**e président Obama avait prévenu. Dans sa nouvelle doctrine de Défense (*National Security Strategy*), il écrivait : « Nous nous tenons aux côtés des citoyens dont le plein exercice de la démocratie est en danger, tel que les Vénézuéliens ». Or, le

Venezuela étant, depuis l'adoption de la constitution de 1999, l'un des États les plus démocratiques au monde, cette phrase laissait présager du pire pour l'empêcher de poursuivre dans sa voie d'indépendance et de redistribution des richesses.

C'était le 6 février 2015. Washington terminait de mettre au point le renversement des institutions démocratiques du Venezuela. Le coup d'État avait été planifié pour le 12 février.

L'« Opération Jéricho » était supervisée par le Conseil national de sécurité (NSC), sous l'autorité de Ricardo Zuñiga. Ce « diplomate » est le petit fils du président homonyme du Parti national du Honduras qui organisa les putschs de 1963 et de 1972 en faveur du général López Arellano. Il dirigea la station de la CIA à La Havane (2009–11) où il recruta des agents et les finança pour former l'opposition à Fidel Castro tout en négociant la reprise des relations diplomatiques avec Cuba (finalement conclue en 2014).

Comme toujours dans ce type d'opération, Washington veille à ne pas paraître impliqué dans les événements qu'il dirige. La CIA agit au travers d'organisations prétendument non-gouvernementales pour organiser les putschistes : la *National Endowment for Democracy* et ses deux pseudopodes de droite (*International Republican Institute*) et de gauche (*National Democratic Institute*), *Freedom House*, et l'*International Center for Non-Profit Law*. En outre, les États-Unis sollicitent toujours leurs alliés pour sous-traiter certaines parties du coup, en l'occurrence au moins l'Allemagne (chargée de la protection des ressortissants de l'Otan durant le coup), le Canada (chargé de contrôler l'aéroport international civil de Caracas), Israël (chargé des assassinats de personnalités chavistes) et le Royaume-uni (chargé de la propagande des putschistes). Enfin, ils mobilisent leurs réseaux politiques qui se tiennent prêts à reconnaître les putschistes : à Washington le sénateur Marco Rubio, au Chili l'ancien président Sebastián Piñera, en Colombie les anciens présidents Álvaro Uribe Vélez et Andrés Pastrana, au Mexique les anciens présidents Felipe Calderón et Vicente Fox, en Espagne l'ancien président du gouvernement José María Aznar.

Pour justifier du putsch, la Maison-Blanche avait encouragé de

grandes sociétés vénézuéliennes à entreposer plutôt qu'à distribuer des marchandises de première nécessité. L'idée était de provoquer des files d'attente devant des commerces, puis d'infiltrer des agents dans la foule pour provoquer des émeutes. En réalité, s'il y a bien eu des problèmes d'approvisionnement en janvier-février et des queues devant des magasins, jamais les Vénézuéliens n'attaquèrent de commerces.

Pour renforcer son action économique, le président Obama avait signé, le 18 décembre 2014, une loi imposant de nouvelles sanctions contre le Venezuela et plusieurs de ses dirigeants. Officiellement, il s'agissait de sanctionner les personnalités ayant réprimé les protestations estudiantines. En réalité, depuis le début de l'année, Washington payait un salaire — quatre fois supérieur au revenu moyen — à des gangs pour qu'ils attaquent les forces de l'ordre. Les pseudos-étudiants avaient ainsi tué 43 personnes en quelques mois et semaient la terreur dans les rues de la capitale.

L'action militaire était supervisée par le général Thomas W. Geary, depuis le SouthCom à Miami, et Rebecca Chavez, depuis le Pentagone, et sous-traitée à l'armée privée Academi (ex-Blackwater) ; une société désormais administrée par l'amiral Bobby R. Inman (ancien patron de la NSA) et John Ashcroft (l'ancien Attorney General de l'administration Bush). Un *Super Tucano*, immatriculé N314TG, acheté par la firme de Virginie en 2008 pour assassiner Raul Reyes, le n°2 des Farc de Colombie, devait être maquillé en avion de l'armée vénézuélienne. Il



Ancien numéro 2 de l'Isaf en Afghanistan, le général Thomas W. Geary est aujourd'hui chargé du Renseignement au SouthCom.

devait bombarder le palais présidentiel de Miraflores et d'autres cibles parmi une douzaine pré-déterminée, comprenant le ministère de la Défense, la direction du Renseignement et la chaîne de télévision de l'ALBA, TeleSur. L'avion étant stationné en Colombie, le QG opérationnel de « Jéricho » avait été installé à l'ambassade des États-Unis à Bogota avec la participation de l'ambassadeur Kevin Whitaker et de son adjoint Benjamin Ziff.



Quelques officiers supérieurs, en active ou à la retraite, avaient enregistré à l'avance un message à la Nation dans lequel ils annonçaient avoir pris le pouvoir afin de rétablir l'ordre. Ils étaient prévus qu'ils souscrivent au plan de transition, publié le 12 février au matin par *El Nacional* et rédigé par le département d'État US. Un nouveau gouvernement aurait été formé, conduit par l'ancienne députée María Corina Machado.



Le coup d'État devait placer au pouvoir María Corina Machado. Le 26 janvier, elle recevait à Caracas ses principaux complices étrangers.

María Corina Machado fut la présidente de Súmate, l'association qui organisa et perdit le référendum révocatoire contre Hugo Chávez Frías, en 2004, déjà avec l'argent de la *National Endowment for Democracy* (NED) et les services du publicitaire français Jacques Séguéla. Malgré sa défaite, elle fut reçue avec les honneurs par le président George W. Bush, dans le Bureau ovale, le 31 mai 2005. Éluë représentante de l'État de Miranda en 2011, elle était soudain apparue, le 21 mars 2014 comme chef de la délégation du Panama à l'Organisation des États américains (OEA). Elle avait immédiatement été démise de ses fonctions de député pour

violation des articles 149 et 191 de la Constitution.

Pour faciliter la coordination du coup, María Corina Machado organisa à Caracas, le 26 janvier, un colloque, « Pouvoir citoyen et Démocratie aujourd'hui », auquel participèrent la plupart des personnalités vénézuéliennes et étrangères impliquées.



Pas de chance, le Renseignement militaire vénézuélien surveillait des personnalités soupçonnées d'avoir fomenté un précédent complot visant à assassiner le président Maduro. En mai dernier, le procureur de Caracas avait accusé María Corina Machado, le gouverneur Henrique Salas Römer, l'ancien diplomate Diego Arria, l'avocat Gustavo Tarre Birceño, le banquier Eligio Cedeño et l'homme d'affaire Pedro M. Burelli, mais ils récusèrent les e-mails, prétendant qu'ils avaient été falsifiés par le Renseignement militaire. Bien sûr, ils étaient tous de mèche.

En pistant ces conspirateurs, le Renseignement militaire découvrit l'« Opération Jéricho ». Dans la nuit du 11 février, les principaux leaders du complot et un agent du Mossad étaient arrêtés et la sécurité aérienne renforcée. D'autres étaient récupérés le 12. Le 20, des aveux obtenus permirent d'arrêter un complice, le maire de Caracas, Antonio Ledezma.



**Le maire de Caracas, Antonio Ledezma, était l'agent de liaison avec Israël. Il s'était rendu secrètement à Tel-Aviv, le 18 mai 2012 pour y rencontrer Benjamin Netanyahu et Avigdor Lieberman. Il représentait le chef de l'opposition vénézuélienne, Henrique Capriles Radonski.**

Le président Nicolas Maduro intervenait immédiatement à la télévision pour dénoncer les conspirateurs. Tandis qu'à Washington, la porte-parole du département d'État faisait rire les journalistes qui se souvenaient du coup organisé par Obama au Honduras en 2009 —pour l'Amérique latine—, ou plus récemment de la tentative de coup en Macédoine, en janvier 2015 —pour les reste du monde—, en déclarant : « Ces accusations, comme toutes les précédentes, sont ridicules. C'est une question de politique de longue date, les États-Unis ne soutiennent pas les transitions politiques par des moyens non constitutionnels. Les transitions politiques doivent être démocratiques, constitutionnelles, pacifiques et légales. Nous avons vu à plusieurs reprises que le gouvernement vénézuélien tente de détourner l'attention de ses propres actions en accusant les États-Unis ou d'autres membres de la communauté internationale pour les événements à l'intérieur du Venezuela. Ces efforts reflètent un manque de sérieux de la part du gouvernement du Venezuela pour faire face à la grave situation à laquelle il est confronté. »

Pour les Vénézuéliens, ce coup d'État manqué pose une grave question : comment faire vivre la démocratie, si les principaux leaders de l'opposition se retrouvent en prison pour les crimes qu'ils s'apprêtaient à commettre contre la démocratie ?

Pour ceux qui pensent, à tort, que les États-Unis ont changé, qu'ils ne sont plus une puissance impérialiste et qu'ils défendent désormais la démocratie dans le monde, l'« Opération Jéricho » est un sujet de réflexion inépuisable.

### Les États-Unis contre le Venezuela

- ▶ En 2002, les États-Unis avaient organisé un coup d'État contre le président élu Hugo Chávez Frias [1], puis ils assassinèrent le juge chargé de l'enquête, Danilo Anderson [2].
- ▶ En 2007, ils tentèrent de changer le régime en organisant une « révolution colorée » avec des groupes trotskistes [3].
- ▶ En 2014, ils semblèrent renoncer à leur objectif et soutinrent des groupes anarchistes pour vandaliser et déstabiliser le pays, c'est la *Guarimba* [4].

*Thierry Meyssan*

---

[1] « **Opération manquée au Venezuela** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2002.

[2] « **Notre ami Danilo Anderson assassiné à Caracas** », « **La CIA derrière l'assassinat de Danilo Anderson ?** », par Marcelo Larrea, *Réseau Voltaire*, 19 novembre et 1er décembre 2004. « **FBI and CIA identified as helping Plan Venezuelan Prosecutor's Murder** », by Alessandro Parma, *Voltaire Network*, 11 November 2005.

[3] « **Venezuela : conclusion d'une année déterminante** », par Romain Migus, *Réseau Voltaire*, 10 octobre 2008. Voir aussi la réponse Gene Sharp à nos accusations : « **L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2007.

[4] « **États-Unis contre Venezuela : la Guerre froide devient chaude** », par Nil Nikandrov, Traduction Roger Lagassé, *Strategic Culture Foundation* (Russie), *Réseau Voltaire*, 10 mars 2014. « **Las "guarimbas" de Venezuela : derecha embozada** », por Martín Esparza Flores, *Contralínea* (Mexique), *Red Voltaire*, 28 de abril de 2014.

---

Source : « **Obama rate son coup d'État au Venezuela** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 février 2015, [www.voltairenet.org/article186802.html](http://www.voltairenet.org/article186802.html)